



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Linguistic Services Division / Division des services
linguistiques

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 5e étage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet DDP - Services d'interprétation	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN960-212323/C	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 20212323	Date 2021-04-27
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZF-508-39348	
File No. - N° de dossier 508zf.EN960-212323	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-05-06 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Boyer, Tania	Buyer Id - Id de l'acheteur 508zf
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9232 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Public Services and
Procurement Canada

Services publics et
Approvisionnement Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
serving
CANADIANS.

SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA (SPAC)

MODIFICATION N^o 003 À LA DEMANDE DE PROPOSITIONS (DDP)

POUR LE RÉPERTOIRE DES FOURNISSEURS DE SERVICES D'INTERPRÉTATION PARLEMENTAIRE ET DE CONFÉRENCE EN LANGUES OFFICIELLES

POUR LE COMPTE DU BUREAU DE TRADUCTION

LA MODIFICATION N° 003 VISE À :

1.0 Répondre aux questions reçues au sujet de la DDP, comme il est précisé à la section 1.0 ci-dessous.

1.0 Répondre aux questions sur la DDP :

QUESTIONS	RÉPONSES
<p>Q.13 Article 7.1.3 – Autorisation de tâches – Répartition du travail, des clauses du contrat subséquent</p> <p>La réponse à la question 8 (incluse dans la modification 001) ne répond malheureusement pas à la question : En quoi cette clause contribue-t-elle à promouvoir la qualité du service offert? De plus, je ne pense pas que cette question spécifique ait été abordée en octobre 2018.</p>	<p>R.13. La qualité demeure une priorité pour le Bureau de la traduction et des mesures en place pour s'assurer de la gestion du rendement des fournisseurs pour s'assurer que la qualité du travail ne soit pas brimée. Toutefois, un des principes directeurs du processus d'achat des Services publics et approvisionnements Canada (SPAC) est de s'assurer que les achats soient faits sur une base concurrentielle. Le processus d'approvisionnement pour les services d'interprétation n'y fait pas exception. La concurrence entre les fournisseurs est donc réalisée lors de l'évaluation financière par la création de bassins à l'aide d'une médiane basée sur le prix des soumissionnaires. Par conséquent, le travail doit être attribué aux fournisseurs du bassin 1, comme indiqué dans le guide de l'interprète, c'est à la discrétion de l'autorité de projet de déterminer si les entrepreneurs dont la cote est jaune ou rouge peuvent ne pas recevoir de travaux en priorité, dans le bassin 1 avant de passer au bassin 2.</p>
<p>Q.14 Article 7.10 – Vérification discrétionnaire des comptes, des clauses du contrat subséquent</p> <p>Pouvez-vous préciser la réponse à la question 9 (incluse dans la modification 001)? Quels types d'attestations l'entrepreneur doit-il fournir si une vérification discrétionnaire est conduite par le Canada?</p>	<p>R.14 En effet, le Canada pourrait demander une attestation ou une documentation, comme une copie d'une facture ou d'un contrat entre l'entrepreneur et d'autres clients privés ou publics, pour démontrer que le prix facturé au Canada ne sont pas démesurés avec ceux facturés aux autres clients. Cette clause est utilisée par le Canada dans les contrats comportant une clause de «limitation des dépenses», comme dans le cas des contrats avec autorisation de tâches, et elle permet au Canada d'assurer l'utilisation juste et équitable des ressources financières des contribuables, comme l'exige la Loi sur la gestion des finances publiques. Cette loi fournit la structure juridique pour la collecte et l'utilisation des fonds publics, y compris les pratiques contractuelles de SPAC.</p>
<p>Q.15 Article 7.1.3.1 – Demande de disponibilité, des clauses du contrat subséquent</p> <p>L'interprète qui donne ses disponibilités uniquement pour le volet Conférences et qui accepte de voyager (à Ottawa, notamment) pourrait-il se retrouver affecté au</p>	<p>R.15 L'interprète qui ne veut pas travailler pour le parlement ne sera pas tenu de le faire.</p>

QUESTIONS	RÉPONSES
<p>Service parlementaire certaines journées, afin de répondre à des besoins de service ?</p>	
<p>Q.16 Article 1.6 – Durée du contrat, de la DDP</p> <p>Période d'option (du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023): Est-ce une option de ne pas sélectionner cette période d'option? Si oui, qu'est-ce que cela signifie pour l'entrepreneur? Ai-je raison de comprendre que si elle est choisie, elle est irrévocable, et donc toutes les clauses du contrat s'appliqueront à cette période (du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023)?</p>	<p>R.16 L'année d'option prévue dans le contrat est un mécanisme de reconduction de celui-ci au-delà de la période initiale prévue.</p> <p>Le Canada peut inclure une option de renouvellement irrévocable donnant la possibilité de renouveler ou non, selon l'accord de toutes les parties, de renouveler le contrat avant son expiration selon les mêmes conditions et les mêmes tarifs négociés dans le cadre du contrat initial.</p> <p>En soumettant une soumission, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour une période additionnelle d'un maximum d'un an aux mêmes conditions.</p> <p>Si le Canada invoque l'année facultative, il n'y aura pas d'autre demande de propositions (pour cette année). De toute évidence, les entrepreneurs ne seront pas tenus d'offrir des services dans le cadre de l'année facultative, mais ils ne se verront pas offrir une autre possibilité de soumissionner pour la même période.</p>
<p>Q.17 Article 7.10 – Vérification discrétionnaire des comptes, des clauses du contrat subséquent</p> <p>« une attestation indiquant que cet élément s'applique au meilleur client...pour des biens ou services de qualité et quantité comparables. » J'ai lu la réponse R.9. à la question relative à ce sujet dans la modification 001. Je ne comprends pas tout à fait.</p> <p>a) Si nous passons par le processus d'appel d'offres, l'établissement des médianes, puis les bassins 1 et 2, n'est-ce pas le mécanisme pour assurer un coût équilibré des services pour le gouvernement?</p> <p>b) Qu'arrive-t-il à l'entrepreneur ou au contrat si le Canada détermine qu'un entrepreneur facture moins cher aux autres clients et qu'il ne s'agit donc pas d'une «utilisation juste et optimale des ressources financières des contribuables»?</p> <p>c) Je ne crois pas que « la quantité et la qualité des services » soient de bons éléments à comparer aux contrats fédéraux. Je peux très bien faire un contrat avec des heures similaires et fournir la même qualité de service, mais c'est la nature et les conditions de travail du</p>	<p>R.17 L'établissement d'une médiane et des bassins d'interprètes est un excellent moyen d'assurer un processus compétitif et équitable dans nos contrats afin de garantir une valeur pour l'argent des contribuables.</p> <p>En ayant une clause de vérification discrétionnaire, le Canada laisse la porte ouverte à d'autres vérifications au besoin. Une évaluation experte des comparaisons serait effectuée, sachant que tous les services d'interprétation ne présentent pas la même difficulté et qu'ils sont exécutés dans des circonstances différentes.</p>

QUESTIONS	RÉPONSES
<p>contrat qui sont très différentes sur les affectations fédérales.</p> <p>d) Il sera très difficile de comparer les prix, car nous soumissionnons maintenant sur la base des 2 services combinés, temps sans interprétation inclus, et d'autres facteurs.</p>	
<p>Q.18 Article 7.1.3.1 – Demande de disponibilité</p> <p>Un appel de disponibilité préalable est-il envoyé à tous les interprètes du bassin 1 et du bassin 2? Ai-je raison de dire que le groupe 1 reçoit une considération prioritaire, mais que si quelqu'un du bassin 1 n'a pas soumis de disponibilité à l'avance et que quelqu'un du bassin 2 l'a fait, alors l'interprète du groupe 2 aurait la priorité?</p>	<p>R.18 Des appels pour disponibilités sont envoyés à l'avance aux interprètes des deux bassins. L'attribution du travail commence avec les disponibilités reçues des interprètes du bassin 1, mais pourrait se poursuivre avec les disponibilités reçues des interprètes du bassin 2 si le nombre d'interprètes requis ne peut pas être comblé avec le bassin 1.</p> <p>La priorité est toujours donnée aux interprètes classés dans le bassin 1 sur ceux qui se sont classés dans le bassin 2.</p>
<p>Q.19 Annexe B – Base de paiement, de la DDP</p> <p>Que signifie « FAB » ? (comme dans "FAB destination" utilisé plusieurs fois dans le document)</p>	<p>R.19 Nous comprenons que FAB destination peut ne pas s'appliquer directement à cette DDP. Cependant, nos documents de sollicitation sont élaborés à partir de modèles créés par nos services juridiques. Ce sont des normes d'approvisionnement qui s'appliquent à la plupart de nos processus d'approvisionnement. Par conséquent, les Incoterms resteront dans la DDP.</p> <p>La FAB destination est un Incoterm par lequel le titre de propriété des marchandises est transféré au quai de chargement, à la case postale ou à l'immeuble de bureaux de l'acheteur.</p>
<p>Q.20 Annexe A – Énoncé des travaux, Article 7.2.6, des clauses du contrat subséquent</p> <p>Le manuel de l'interprète est souligné, mais cliquer dessus ne fait rien. Aucun des liens du document ne semble être actif ou cliquable.</p>	<p>R.20 Vous pouvez accéder au Guide de l'interprète à l'adresse suivante : https://account-compte.gccollab.ca/login-ouverturedesession/?next=/openid/authorize?response_type=code&redirect_uri=https%3A%2F%2Fgccollab.ca%2Flogin&client_id=972115&nonce=a40cfc7dc17cff5416962d11977d2c10&state=ef9887ee359bf7d588138fa80af77ae3&scope=openid+profile+email+openid. Le lien est une page GCcollab est accessible au public, une fois qu'un compte a été créé. Veuillez contacter le responsable du projet pour plus de détails.</p> <p>Parfois, les liens dans les documents PDF ne s'ouvrent pas. Si c'est le cas, veuillez nous envoyer un courriel à : TPSGC.PAOutilInterpretation-APTtoolInterpretation.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca et nous vous ferons parvenir les liens.</p>

QUESTIONS	RÉPONSES
<p>Q.21 Article 5. Domicile professionnel</p> <p>Actuellement, les interprètes peuvent, tous les six mois, changer de ville et de province de domicile professionnel. En cas d'attribution, un nouveau contrat réinitialisera-t-il ce délai de 6 mois avec (ou à) une ville et une province de domicile professionnel indiquées dans notre proposition? Ou les horaires individuels de six mois seront-ils déjà établis avec le service d'interprétation avant que ce contrat ne prenne effet? Sinon, est-ce qu'un autre arrangement sera fait?</p>	<p>R.21 Oui, l'horloge de 6 mois serait réinitialisée à la date d'attribution du nouveau contrat.</p>
<p>Q.22 Article 2.2 Présentation des offres, de la DDP</p> <p>Je rencontre des problèmes pour soumettre une soumission via le service Connexion Postel. Que devrais-je faire?</p>	<p>R.22 Pour tous problèmes ou questions concernant Connexion Postel prière de communiquer avec le Module de réception des soumissions à l'adresse suivante: TPSGC.dgaReceptiondesSoumissions-APBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.</p>
<p>Q.23 Je suis en train d'examiner le document de Demande de propositions établissant la relation contractuelle que je passe avec le Bureau de la traduction pour mes services en tant qu'interprète indépendant et je me demande quelles sont les possibilités pour moi d'apporter des modifications pour que les dispositions du contrat correspondent à ma façon de travailler?</p> <p>Si une clause ne marche pas pour moi, peut-on négocier un changement?</p>	<p>R.23 Les consultations avec l'industrie sont désormais terminées et les termes et conditions inclus dans les clauses du contrat subséquents ont été finalisés selon les recommandations de l'industrie. En soumettant votre proposition pour la DDP (EN960-212323/C), vous acceptez les termes et conditions du contrat subséquent tels quels et aucun changement ne peut être apporté aux clauses.</p> <p>De larges consultations ont eu lieu. Une Demande de renseignements (DDR) (EN960-212323/A) a été publiée le 5 février, 2021 pour solliciter les commentaires de fournisseurs externes sur la meilleure façon d'acquiescer des services d'interprétation pour les langues officielles, afin d'obtenir des idées sur le marché proposé et comprendre les impacts que ce marché peut avoir sur l'industrie. Services publics et approvisionnement Canada (SPAC), en collaboration avec le Bureau de la Traduction, a également tenu une Journée d'information à l'intention de l'industrie le 17 février 2021 afin de fournir à l'industrie un aperçu des principaux changements apportés à la Demande de proposition (DDP) et pour répondre aux questions des participants.</p> <p>Un rapport (EN960-212323/B) visant à mettre en évidence les principaux thèmes soulevés par les répondants ainsi que de répondre aux questions de l'industrie a été publié le 23 mars, 2021. SPAC a utilisé les informations fournies dans la réponse de la DDR pour guider sa stratégie d'approvisionnement. Le rapport a été mis à disposition des fournisseurs pour aider à garantir la transparence du processus de passation des marchés et à mettre les conclusions à la disposition des parties intéressées.</p>

QUESTIONS	RÉPONSES
<p>Q.24 Pièce jointe B – Attestations; 3. Statut et disponibilité du personnel</p> <p>Concernant la partie suivante de la pièce jointe B en caractères gras:</p> <p><i>Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier.</i></p> <p><i>Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.</i></p> <p>J'aimerais bien comprendre: je m'engage à être disponible pour exécuter les travaux seulement une fois qu'une autorisation de tâche est émise au nom de mon entreprise, et ce uniquement après vérification de ma disponibilité pour une date (ou série de dates) précise, c'est bien cela? Le texte que je viens de citer dans la pièce jointe B semble plutôt indiquer que je m'engage à être disponible pour exécuter les travaux au moment indiqué dans la demande de soumissions suite à l'attribution d'un contrat à mon entreprise. Hors, aucune date de travail précise n'est spécifiée dans la demande de soumissions, seulement une période où chaque contrat attribué demeurera en vigueur.</p> <p>Je prévois passer beaucoup de temps à l'étranger en 2022 et je ne pourrai probablement pas me rendre disponible pour le travail sur place au Canada pendant de nombreux mois l'an prochain. Je ne veux pas signer un engagement que je ne pourrai pas respecter, et le libellé de cette portion spécifique de la demande de soumissions porte à confusion.</p>	<p>R.24 Comme par le passé, le chargé de projet du Bureau de la traduction demandera votre disponibilité, ce qui peut prendre la forme d'un appel de disponibilité préalable, voir l'exemple sous la pièce jointe E - Exemple de demande de disponibilité de la DDP, dans lequel le Bureau de la traduction demande les interprètes d'indiquer ses disponibilités jusqu'à 8 semaines à l'avance ; il pourrait aussi s'agir d'offres d'affectation faites des semaines ou des jours avant les affectations en question. Les pigistes peuvent modifier leurs disponibilités en tout temps avant d'avoir reçu la confirmation écrite que ses services ont été retenus.</p> <p>Si un entrepreneur n'est pas disponible pendant une certaine période, veuillez en informer le chargé de projet par courriel le plus tôt possible et conformément au formulaire de demande de disponibilité du Bureau de la traduction.</p>

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS DEMEURENT INCHANGÉES